



CHAPITRE 26

LOI IMPOSANT DES TAXES SUR LES CORPORATIONS, COMPAGNIES, SOCIÉTÉS, ASSOCIATIONS, RAISONS SOCIALES ET PERSONNES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. de la taxe sur les corporations.*

2. Sauf les dispositions spéciales à ce contraires, le ^{Exécution de} trésorier de la province est chargé de l'exécution de la ^{la loi.} présente loi.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

3. Afin de pourvoir aux besoins du service public, ^{Corporations,} chacune des corporations, ^{compagnies,} compagnies, ^{etc., assujet-} sociétés, raisons ^{ties à la taxe.} sociales, associations et personnes suivantes, faisant des affaires en cette province en son nom ou par un agent, savoir:

1° Toute compagnie constituée en corporation y faisant quelque entreprise, commerce ou affaires;

2° Chacune des compagnies suivantes, qu'elle soit ou non constituée en corporation:

Toute banque y faisant des affaires de banque;

Toute compagnie d'assurance y acceptant des risques et y faisant des affaires d'assurance;

Toute compagnie de prêts y faisant des prêts;

Toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, société ou association, possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre une place en cette province et une autre place en cette province, ou en une autre province ou en un autre pays; ou tout agent de toute telle compagnie, société ou association;

Toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie y exploitant une ligne de télégraphe à l'usage du public;

Toute compagnie de téléphone y exploitant une ligne de téléphone;

Toute compagnie de messagerie, société ou association, étrangère à la province, y faisant les affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent;

Toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway y exploitant une ligne de chemin de fer urbain ou de tramway;

Toute compagnie de chemin de fer y exploitant un chemin de fer ou une partie d'un chemin de fer;

Toute compagnie, raison sociale, société ou association, louant des wagons-dortoirs ou des wagons-salons, ou dont les wagons-dortoirs ou wagons-salons circulent sur la ligne ou sont à l'usage d'une compagnie ou de compagnies de chemin de fer, dans les limites de la province;

Toute compagnie de fidéicomis y faisant des affaires;

3° Toute société, association, raison sociale ou personne, dont le bureau principal ou lieu principal d'affaires est en dehors du Canada et qui ne tombe pas sous le coup du paragraphe 2° du présent article,—

Doit payer annuellement les diverses taxes mentionnées et spécifiées dans l'article 5, lesquelles taxes sont imposées sur chacune de ces corporations et compagnies et personnes ou sur chacune de ces sociétés, associations, raisons sociales ou agents, respectivement. S. R. (1909), 1345; 10 Geo. V, c. 23, s. 2.

Interprétation.

4. Dans la présente loi, les mots et expressions qui suivent ont le sens, la signification et l'application indiqués dans le présent article:

"Compagnie constituée en corporation";

1° L'expression "compagnie constituée en corporation" ne comprend pas les compagnies qui publient des papiers-nouvelles ou des recueils périodiques;—les sociétés ou établissements de fabrication de beurre ou de fromage, ou des deux, établis en vertu de la Loi des sociétés de fabrication du beurre et du fromage (chap. 66);—la Société d'industrie laitière de la province de Québec, formée en vertu du chapitre 61;—les compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu de la Loi des assurances de Québec (chap. 243), sauf lorsque ces compagnies prennent des risques à primes fixes ou au comptant;—les compagnies constituées en corporation pour la construction et le maintien de ponts de péage;—ni les sociétés ou compagnies constituées en corporation pour des fins de drainage, d'agriculture ou de colonisation;

2° Le mot "banque" comprend les banques d'épar-^{gnes}-^{"Banque"};

3° L'expression "compagnies d'assurance" comprend ^{"Compagnie d'assurance"} les compagnies d'assurance sur la vie, contre l'incendie, contre les risques de navigation sur mer ou sur les eaux intérieures, contre les accidents et les maladies, sur la santé, sur les bestiaux, les glaces et les chaudières, contre le vol avec effraction, les compagnies d'assurance d'identité, de garantie et de responsabilité des patrons et tout autre genre de compagnies ou associations d'assurance, émettant des polices en leur propre nom ou par l'entremise d'un agent ou courtier, d'après le système de cotisation ou autre, mais ne comprend pas les compagnies d'assurance mutuelle reconnues par le, ou établies en vertu de la Loi des assurances de Québec (chap. 243), au sujet des polices émises et des primes reçues par ces compagnies en vertu d'un système de billets de prime et de cotisation;

4° Le mot "prime" signifie toute somme payable pour ^{"Prime"} assurance, et comprend la première prime payable sur une police d'assurance, ainsi que les primes annuelles et autres payables subséquemment, pour renouvellement ou autrement; et les mots "prime brute" en autant que toutes les compagnies d'assurance, à l'exception des compagnies d'assurance sur la vie, sont concernées, signifient telles primes, déduction faite des primes remises et des cancellations;

5° L'expression "compagnie de prêts" comprend les ^{"Compagnie de prêts"} sociétés de construction, mais ne comprend pas les sociétés de construction mutuelles qui n'ont pas de capital fixe, qui ne prêtent pas au public, mais seulement à leurs membres, qui ne prêtent pas à intérêt, qui ne prélèvent aucun intérêt sur leurs membres, et dont les membres ne reçoivent aucun dividende, ni les compagnies de fidéicommis faisant affaires comme compagnies de prêts;

6° L'expression "compagnie de fidéicommis" signifie ^{"Compagnie de fidéicommis"} et comprend les compagnies connues ordinairement sous le nom de compagnies de fidéicommis, ou les compagnies de fidéicommis et de dépôts de sûreté, ou les compagnies de prêts et de dépôts de sûreté, ou les compagnies de dépôts de sûreté;

7° L'expression "bureau principal" signifie bureau ou ^{"Bureau principal"} place d'affaires le plus important, dans la province, de toute corporation ou compagnie;

8° L'expression "place d'affaires" signifie l'établissement où, aux fins de faire affaires dans cette province, ^{"Place d'affaires"} ou aux fins de se conformer aux lois de cette province, une compagnie ou autre corporation, une société, asso-

ciation, raison sociale ou personne, mentionnée au paragraphe 3° de l'article 3 a ses bureaux, magasins, usines, ateliers, agences ou stations;

"Faisant des affaires en cette province", etc.;

9° Quand il s'agit d'une compagnie constituée en corporation les expressions "faisant des affaires en cette province" et "y faisant quelque entreprise, commerce ou affaires" signifient: exerçant aucun de ses droits, pouvoirs ou objets corporatifs dans la province. Cependant, la prise de commandes, l'achat ou la vente de marchandises et autres effets, par l'entremise de voyageurs ou par correspondance, ne peut être interprété comme étant l'exercice d'aucun des droits, pouvoirs ou objets corporatifs de la compagnie dans la province, si la compagnie n'a pas d'agent ou de représentant résidant dans la province, et n'a pas de place d'affaires dans la province; mais dans ce cas, il incombe à la compagnie de prouver qu'elle n'a pas d'agent ou de représentant résidant dans la province, ni de place d'affaires dans la province;

"Capital versé de la compagnie".

10° Quand il s'agit d'actions sans valeur au pair ou nominale, l'expression "capital versé de la compagnie" signifie le capital que représentent les biens de la compagnie, déduction faite de ses dettes.

Application.

Les paragraphes 9° et 10° du présent article s'appliquent à toutes les compagnies constituées en corporation qui feront affaires dans cette province après le 4 mars 1925 et à toutes celles qui à cette date ou avant cette date, ont fait affaire dans cette province, et sur lesquelles les taxes imposées par les articles 1345 à 1359 des Statuts refondus, 1909, ou par la présente loi, sont restées totalement ou partiellement impayées; mais ils ne s'appliquent pas aux causes pendantes le 4 mars 1925. S. R. (1909), 1346; 10 Geo. V, c, 23, s, 3; 12 Geo. V, c, 33, s. 1; 15 Geo. V, c. 28, ss. 1 et 2.

SECTION II

DU MONTANT DES TAXES ANNUELLES IMPOSÉES

Montant de la taxe;

5. Les taxes annuelles imposées sur les corporations et compagnies, sociétés, associations, personnes et agents mentionnés dans l'article 3, et payables par eux, sont comme suit:

I.—SUR LES COMPAGNIES CONSTITUÉES EN CORPORATION

Sur le capital versé;

1° Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie;

Taxe additionnelle;

2° Une taxe additionnelle de trente dollars pour chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de

Québec et de quinze dollars pour chaque place d'affaires dans toute autre municipalité; pourvu, cependant, que si le montant du capital versé de la compagnie est Proviso. moindre que vingt-cinq mille dollars, le montant de la taxe additionnelle soit réduit de moitié;

3° Pour toute compagnie de chemin de fer ou de navigation tenant un ou plusieurs hôtels dans la province, sur le montant de son capital payé, employé à l'exploitation de ces hôtels, la taxe imposée par le paragraphe 1° de la division 1 du présent article 5 et aussi la taxe additionnelle imposée par le paragraphe 2° de la même division. Sur Cies de ch. de fer tenant des hôtels.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder, Réduction peut être accordée. pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxes qu'il croit juste, à une compagnie constituée en corporation et visée par la présente division, et

a) Ayant son bureau-chef en dehors de la province et faisant affaires dans la province; ou

b) Ayant son bureau-chef dans la province et ayant en dehors de la province la majeure partie, en valeur, de ses biens corporels; ou

c) Ayant son bureau-chef dans la province mais n'y faisant aucune affaire que détenir les actions, obligations (*debentures*) et autres garanties d'autres compagnies constituées en corporation, ayant leur bureau-chef dans la province et y faisant affaires. S. R. (1909), 1347, div. I; 3 Geo. V, c. 18, s. 1; 12 Geo. V, c. 33, s. 2.

II.—SUR LES BANQUES

1° Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé; Sur le capital versé;

2° Sur chaque bureau principal ou principale place d'affaires dans chacune des cités de Montréal et de Québec, deux cents dollars; sur tout autre bureau ou place d'affaires dans chacune desdites cités, cent cinquante dollars; sur chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, trente dollars. S. R. (1909), 1347, div. II; 7 Geo. V, c. 18, s. 1. Taxe additionnelle sur chaque bureau.

III.—SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE

1° Sauf les dispositions édictées en l'article 4 au sujet des primes reçues sous le système des billets de dépôt et le cas des compagnies d'assurance maritime, sur toute compagnie d'assurance sur la vie faisant affaires dans cette province, une taxe d'un et trois quarts pour cent, et sur toute autre compagnie d'assurance une taxe d'un pour cent; ladite taxe à être calculée, dans chaque cas, sur le montant brut des primes, tant devenues dues que reçues pour les assurances principa- Sur compagnies d'assurances;

les ou les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente; pourvu qu'en aucun cas, excepté pour les compagnies d'assurance mutuelle constituées en corporation en vertu de toute loi de cette province, ladite taxe ne soit pas moindre que quatre cents dollars, dans le cas de compagnies d'assurance sur la vie, et de deux cent cinquante dollars dans le cas de toute autre compagnie d'assurance; mais, pour les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu qui reçoivent des primes en argent, la taxe est calculée sur les primes brutes reçues en argent pour les assurances prises dans la province, par la compagnie, pendant l'année de calendrier précédente, soit pour de nouvelles polices émises, soit pour des renouvellements, d'après le système de primes au comptant; pourvu toujours que, lorsqu'il semblera paraître que des compagnies constituées en corporation en cette province sont sujettes à une taxe différente dans tout autre province, état ou contrée, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter la taxe sur les compagnies constituées en corporation dans tel province, état ou contrée, faisant affaires en cette province, jusqu'à un montant égal à la taxe différente susdite;

Montant du
premier ver-
sement ;

2° Les sommes minimums fixées dans le paragraphe 1° de la division III du présent article sont respectivement le montant du premier paiement de la taxe qui peut être exigée, en vertu des dispositions de l'article 6, de toute compagnie d'assurance commençant à faire affaires en cette province;

Base de la
taxe ;

3° Les compagnies d'assurance qui reçoivent ainsi des primes sur des polices sur la vie émises en faveur d'une personne domiciliée dans cette province ou sur des polices contre le feu ou autres polices concernant une propriété située dans cette province, doivent payer la taxe sur le montant total de ces primes, de l'assurance primitive ou de la réassurance. Toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de la taxe imposée par la présente loi sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province, et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale est tenue de payer la taxe sur le montant total de la prime;

Assurance
maritime ;

4° Dans le cas d'assurance maritime, sur toute personne, société ou compagnie, faisant le commerce d'assurance maritime, comme principal, agent ou courtier, une taxe de deux cent cinquante dollars pour tel commerce;

5° Toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent, ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance vérifiable des faits, accordant une assurance sur toute propriété, mobilière ou immobilière, située dans la province ou décrite dans toute police, ou tout reçu temporaire ou document d'assurance, comme située dans quelque partie de ladite province, dans toute compagnie étrangère à la province, qui n'a pas de bureau ou de place d'affaires dans la province, doivent, immédiatement et pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, ou de tout reçu temporaire ou document d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie, à partir du document en premier lieu reçu, donner un avis par écrit et sous serment au trésorier de la province, énonçant: a) le montant de cette assurance; b) le montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province. Et cette personne, société ou corporation doit sur production au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration attestée sous serment, à l'effet ci-dessus, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur du revenu de la province qu'il appartient le montant que la province recevrait d'une compagnie ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand telle assurance est effectuée directement par le détenteur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier; (*)

Déclaration à fournir au trésorier de la province, au sujet des Cies étrangères;

Paiement à faire avec la déclaration;

6° Toute personne, société, association ou corporation, ou tout officier, agent ou employé, contrevenant au paragraphe 5° de la division III du présent article, est, pour chaque infraction, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe; le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant faire remise de cette amende, pourvu que le tribunal devant lequel la condamnation a été obtenue recommande cette remise. S. R. (1909), 1347, div III.

Peine pour infraction aux dispositions du § 5°.

IV.—SUR LES COMPAGNIES DE PRÊTS

1° Sur une compagnie à capital social fixe excédant cinq cent mille dollars, quatre cents dollars, avec une somme additionnelle de cinquante dollars pour chaque

Sur compagnies de prêts à capital social fixe;

(*) Voir chapitre 243, art. 147; S. R. (1909), 6963.

million de dollars ou fraction d'un million de dollars du capital versé de la compagnie, au delà d'un million de dollars.

Idem.

Si le capital fixe excède quatre cent mille dollars, mais n'excède pas cinq cent mille dollars, trois cents dollars; s'il excède trois cent mille dollars, mais n'excède pas quatre cent mille dollars, deux cent cinquante dollars; s'il excède deux cent mille dollars, mais n'excède pas trois cent mille dollars, deux cents dollars; s'il excède cent mille dollars, mais n'excède pas deux cent mille dollars, cent cinquante dollars; si le capital fixe est de cent mille dollars ou moins, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital;

Sur Cies sans capital fixe;

2° Sur une compagnie sans capital social fixe, cent dollars;

Taxe additionnelle.

3° Une taxe additionnelle de cent dollars pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit, lorsque le capital social fixe excède cent mille dollars; lorsque le capital fixe est de cent mille dollars ou moins, et lorsqu'il n'y a pas de capital social fixe, la taxe additionnelle est de cinquante dollars, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit. S. R. (1909), 1347, div. iv.

V.—SUR LES COMPAGNIES DE NAVIGATION, ETC.

Sur capital versé:

1° Un dixième d'un pour cent du capital versé jusqu'à cinq cent mille dollars, inclusivement, et cinquante dollars sur chaque cent mille dollars ou fraction de cent mille dollars pour toutes sommes excédant cinq cent mille dollars;

Taxe additionnelle sur bureaux;

2° Une taxe additionnelle de cinquante dollars sur le bureau ou place d'affaires le plus important dans chacune des cités de Montréal et de Québec, et de vingt dollars sur le bureau ou place d'affaires le plus important dans tout autre endroit;

Réduction accordée.

3° Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxes qu'il croit juste, à une compagnie de navigation visée par la présente division, et:

a) Ayant son bureau-chef en dehors de la province et étant propriétaire ou utilisant des vaisseaux servant entre des ports dans cette province et des ports en dehors, ou faisant seulement escale à un ou plusieurs ports dans cette province; ou

b) Ayant son bureau-chef dans la province et étant propriétaire ou utilisant des vaisseaux servant seulement

entre des ports en dehors, ou entre des ports dans cette province et des ports en dehors, ou faisant seulement escale à un ou plusieurs ports dans cette province. S. R. (1909), 1347, div. v; 12 Geo. V, c. 33, s. 2.

VI.—SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE

Sur toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie exploitant un système de télégraphie à l'usage du public, mille dollars. S. R. (1909), 1347, div. vi. Sur Cies de télégraphe, etc.

VII.—SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE

Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé. S. R. (1909), 1347, div. vii; 7 Geo. V, c. 18, s. 2. Sur capital versé.

VIII.—SUR LES COMPAGNIES DE MESSAGERIE

1° Sur toute compagnie de messagerie, société ou association, étrangère à la province, faisant des affaires de messagerie et de transport, cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes dans la province, durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents dollars; Sur Cies étrangères de messagerie;

2° Une somme fixe de huit cents dollars est le montant du premier paiement de la taxe exigible, en vertu des dispositions de l'article 6, de toute compagnie de messagerie, société ou association commençant à faire affaires dans la province; Montant du premier versement;

3° Une taxe additionnelle de cinquante dollars sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et vingt dollars sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit; Taxe additionnelle sur bureaux;

4° Sur toute compagnie de messagerie, société étrangère au Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport exclusivement, une taxe additionnelle d'une moitié d'un pour cent sur les recettes brutes de la compagnie, société ou association, dans la province, provenant de telles autres affaires, durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit pas inférieure à quatre cents dollars. S. R. (1909), 1347, div. viii. Taxe additionnelle sur autres compagnies;

IX.—SUR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER URBAIN OU DE TRAMWAY

Cinquante dollars pour chaque mille de chemin de fer ou tramway à voie simple en opération, et cent dollars pour chaque mille à voie double en opération. S. R. (1909), 1347, div. ix. Sur compagnies de ch. de fer urbain, etc.

X.—SUR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

Sur compa-
gnies de che-
min de fer;

1° Sur toute compagnie de chemin de fer possédant, exploitant ou employant, en totalité ou en partie, dans cette province, un chemin de fer à vapeur ou électrique, trente dollars par mille par chaque ligne principale, pour une voie simple et, quand la ligne se compose de deux voies ou plus, quinze dollars par mille pour chaque voie additionnelle possédée, exploitée ou employée comme susdit, et vingt dollars par mille par chaque embranchement pour une voie simple, et, quand la ligne se compose de deux voies ou plus, dix dollars par mille pour chaque voie additionnelle;

Responsabi-
lité des com-
pagnies pro-
priétaires et
exploitantes;

2° La compagnie possédant un chemin de fer ou une partie de chemin de fer et la compagnie ou les compagnies l'exploitant ou l'employant, sont toutes deux solidairement responsables du paiement du montant de la taxe; mais le montant total payable pour tout chemin de fer ne doit pas excéder les montants ci-dessus mentionnés respectivement, bien que ce chemin de fer soit possédé, exploité ou employé par plus d'une compagnie;

Mesurage des
voies.

3° Le mesurage d'une voie pour les fins de la présente division x du présent article ne comprend pas les voies d'évitement, bouts de ligne ou voies de garage. S. R. (1909), 1347, div. x.

XI.—SUR LES COMPAGNIES DE WAGONS-DORTOIRS OU DE WAGONS-SALONS

Sur compa-
gnies de wa-
gons-dortoirs
ou de wagons-
salons.

Sur toute compagnie, raison sociale, association ou société, faisant affaires dans la province, en louant des wagons-dortoirs ou des wagons-salons à une compagnie de chemin de fer ou à des compagnies de chemin de fer ou dont les wagons-dortoirs ou les wagons-salons circulent sur la ligne, ou sont à l'usage d'une compagnie ou de compagnies de chemin de fer dans les limites de la province:

Pourcentage;

1° Un tiers de un pour cent sur le capital de la compagnie placé dans les wagons et matériel roulant dont elle se sert dans la province;

Taxe addi-
tionnelle sur
bureaux.

2° Une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit. S. R. (1909), 1347, div. XI.

XII.—SUR LES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

Sur capital
versé;

1° Un cinquième de un pour cent sur le capital versé jusqu'à un million de dollars inclusivement, et vingt-cinq dollars sur chaque cent mille dollars ou fraction

de cent mille dollars pour toutes sommes excédant un million de dollars;

2° Une taxe additionnelle de cinquante dollars sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt dollars sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit; Taxe additionnelle sur bureaux.

3° Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies de fidéicommiss visées par la présente division, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croit juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province; mais la taxe ne doit pas être de moins de cent dollars. S. R. (1909), 1347, div. XII. Réduction.

XIII.—SUR LES SOCIÉTÉS, ASSOCIATIONS, RAISONS SOCIALES OU PERSONNES, DONT LE BUREAU PRINCIPAL OU LA PRINCIPALE PLACE D'AFFAIRES EST EN DEHORS DU CANADA, ET QUI NE SONT PAS TAXÉES EN VERTU D'UNE AUTRE DISPOSITION DE LA PRÉSENTE LOI

1° Une demie de un pour cent sur le revenu brut dans la province durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit jamais inférieure à cinquante dollars; Sur certaines compagnies étrangères;

2° Une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit. S. R. (1909), 1347, div. XIII; 12 Geo. V, c. 33, s. 2. Taxe additionnelle sur bureaux.

SECTION III

DU PRÉLÈVEMENT ET DE L'EMPLOI DES TAXES

6. Sujet aux dispositions de l'article 11, ces taxes sont payables d'avance le premier jour juridique du mois de juillet de chaque année, avec intérêt légal à compter de cette date. S. R. (1909), 1348; 12 Geo. V, c. 33, s. 3. Époque du paiement.

7. Le montant entier des taxes imposées sur les corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, associations ou personnes, visées par la présente loi, est payable annuellement au percepteur du revenu du district de revenu dans lequel la corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou personne a son bureau principal. S. R. (1909), 1349; 10 Geo. V, c. 23, s. 5. A qui est fait le paiement.

8. Le ou avant le 1er mai de chaque année, toute corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou personne tombant sous le coup de la pré-Transmission d'un état au trésorier de la province.

Contenu de
l'état.

sente loi, doit, sans attendre d'avis ou de demande à cet effet de la part du gouvernement, transmettre en double, au trésorier de la province, un état détaillé dans lequel sont indiqués, en autant que requis, en vue de la perception de ces taxes, par la partie de l'article 5 consacrée à chaque classe de corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, associations ou personnes, outre toutes autres informations de ce genre et chacune d'elles que ledit trésorier de la province peut exiger selon les circonstances en chaque cas, le nom de la corporation, de la compagnie, société, raison sociale, association ou personne, la nature de ses opérations, le chiffre de son capital versé, le nombre et la situation de tous et chacun de ses bureaux, places d'affaires, agences, stations, usines et ateliers, et, dans le cas de compagnies d'assurance, le montant des primes ou du revenu brut; dans le cas de compagnies de chemin de fer et de tramway, le nombre de milles exploités dans la province, et, dans le cas de compagnies faisant affaires dans la province en louant à une compagnie de chemin de fer des wagons-dortoirs, des wagons-restaurants, des wagons-salons ou des wagons-buffets, ou quand des wagons-dortoirs, des wagons-restaurants, des wagons-salons ou des wagons-buffets circulent sur la voie ou la ligne d'une compagnie de chemin de fer, ou sont employés par elle dans cette province, les pièces justificatives concernant le nombre de ces wagons et le montant du capital placé en iceux par ces compagnies, que peut exiger le trésorier de la province; dans le cas de compagnies de chemin de fer tenant un ou des hôtels dans la province, le montant du capital employé par toute telle compagnie pour tenir ces hôtels; et, dans le cas de sociétés, associations, raisons sociales ou personnes, tombant sous le coup de la division XIII de l'article 5, le montant des recettes brutes sur les affaires faites dans la province durant l'année de calendrier précédente.

Quand les
Cies commen-
cent à faire
affaires dans
l'année.

Dans le cas de compagnies, corporations, sociétés, raisons sociales, associations ou personnes, commençant à faire affaires dans le cours d'un exercice financier, l'état ci-dessus requis doit être fourni le jour où sont commencées ces opérations.

Attestation
de l'état sous
serment.

Cet état détaillé doit être attesté sous serment prêté devant tout officier autorisé à recevoir les affidavits devant servir dans cette province, par le président ou le vice-président, ou quelqu'un ayant une connaissance personnelle des affaires de la compagnie, société, association, raison sociale ou personne et, dans le cas de compagnies constituées en corporation en dehors de la province, ou de personnes en dehors du Canada, par le

gérant ou l'agent principal de la compagnie dans la province, et par le comptable ou le secrétaire de la compagnie, ou par toutes autres personnes attachées à la compagnie, que peut désigner le trésorier de la province; et cet état doit être fait selon la forme que prescrit le trésorier de la province.

Forme de l'état.

Quant aux compagnies d'assurance contre le feu, sur les glaces, les chaudières à vapeur, contre le vol avec effraction et toutes autres assurances sur des biens situés dans les limites de la province, toute compagnie à fonds social, société, raison sociale, association ou personne, de la province, effectuant directement ces assurances dans des compagnies ou organisations connues sous le nom de Lloyds, non licenciées par le Canada, ni reconnues par ou établies en vertu de la Loi des assurances de Québec (chap. 243), doivent, à ou avant la même date, fournir un état détaillé, sous serment, du montant total de l'assurance ainsi effectuée par cette compagnie, société, raison sociale, association ou personne et du montant des primes payées sur icelle, et, à défaut d'en agir ainsi, elles sont sujettes aux pénalités imposées par l'article 9.

État sous serment des Cies d'assurance.

Défaut de fournir l'état.

Chaque compagnie d'assurance doit tenir un livre spécial ou registre de la forme prescrite par le trésorier de la province, dans lequel doivent être entrées correctement les primes gagnées par la compagnie résultant ou provenant des affaires faites par la compagnie, en tout ou en partie, dans la province; et, à défaut de ce faire et aussi à défaut de se conformer à l'article 5, la compagnie est tenue de payer la taxe sur le revenu brut total de la compagnie, tel qu'établi par le rapport du surintendant des assurances du Canada ou par l'inspecteur d'assurance de la province, selon le cas.

Registre tenu par les compagnies d'assurance.

Défaut de tenir registre.

Ce registre doit être, en tout temps ouvert à l'examen du contrôleur du revenu de la province et à celui de l'inspecteur du revenu de la province ou percepteur du revenu de la province qu'il appartient.

Examen du registre.

Toute personne agissant comme courtier pour une ou des compagnies d'assurance qui n'ont pas de bureau ou de place d'affaires dans cette province, doit fournir le même état et les mêmes renseignements et tenir le même genre de registre et y faire des entrées semblables, comme si elle agissait pour des compagnies faisant affaires dans la province.

État, rapport et registre des courtiers d'assurance.

Chaque année, le ou avant le 1er mai, toute société, association, raison sociale ou personne, ayant son bureau principal ou le siège principal de ses affaires dans la province et faisant des affaires sous un nom corporatif ou avec l'addition des mots "compagnie" ou "Cie"

Avis au trésorier par compagnies non constituées en corporation.

sans être constituée en corporation, doit en prévenir le trésorier de la province, sans attendre d'avis ou de demande de la part du gouvernement, et de manière à persuader le gouvernement que cette société, association, raison sociale ou personne n'est pas sujette au paiement des taxes imposées par la présente loi.

Pouvoir du trésorier de requérir un état supplémentaire sous serment.

Si le trésorier de la province, afin de pouvoir juger de l'exactitude d'un état qui lui est remis, désire obtenir d'autres renseignements, il peut, au moyen d'une lettre recommandée adressée au président, au gérant, au secrétaire ou à l'agent de la compagnie, ou à tel membre de la compagnie, selon qu'il le juge à propos, et à toute société, association, raison sociale ou personne, tombant sous le coup de la présente loi, exiger qu'un état supplémentaire attesté sous serment lui soit envoyé dans les trente jours suivants, sous peine d'une amende de cinq cents dollars. S. R. (1909), 1350; 10 Geo. V, c. 23, s. 6.

Amende pour défaut de se conformer à l'article 8.

9. Toute corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou personne, faisant des affaires dans la province, en son propre nom ou par un agent, et tel agent, et toute personne agissant comme courtier pour des compagnies d'assurance n'ayant pas de bureau dans la province, qui négligent de se conformer aux dispositions de l'article 8, sont par le fait passibles d'une amende de dix dollars par jour, pour chaque jour durant lequel elles ont été coupables de cette négligence, à dater du jour de l'échéance de la taxe jusqu'au jour auquel elles transmettent au trésorier de la province le rapport requis par l'article 8.

Rapport incomplet ou inexact.

Toute telle corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou personne et tout tel agent et courtier, et, dans le cas où la présente loi oblige l'assuré à faire rapport, toute personne assurée, qui font un rapport incomplet ou inexact sont réputés n'avoir pas fait de rapport. S. R. (1909), 1351.

Amende contre Cies non constituées qui n'ont pas fait de rapport.

10. Toute société, association, raison sociale ou personne, non constituée en corporation, faisant des affaires sous un nom corporatif, ou avec l'addition des mots "compagnie" ou "Cie" qui, au premier jour juridique de juillet, chaque année, n'a pas encore fait le rapport requis par l'article 8, est passible de l'amende imposée par l'article 9. S. R. (1909), 1352.

Proportion de taxes exigibles des corporations com-

11. Les corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes sujettes à la taxe, qui, pendant l'année, entreprennent un commerce, ne

sont tenues qu'au paiement proportionnel de cette taxe du premier jour du mois pendant lequel elles ont ainsi commencé leurs affaires. Cette taxe proportionnelle est exigible à la date où telles corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales ou personnes commencent à faire des affaires dans la province. mençant les affaires dans le cours de l'exercice. S. R. (1909), 1353.

12. 1. Toute taxe annuelle imposée par la présente loi, qui n'est pas payée, peut être recouvrée par action portée en son nom, au profit de Sa Majesté, par le percepteur du revenu du district de revenu dans lequel elle était payable, avec l'intérêt légal à compter de la date de son échéance. Recouvrement de la taxe et des amendes.

L'amende imposée par les articles 9 et 10 est recouvrable de la même manière. Idem.

2. Toute action en recouvrement de ces taxes doit être intentée dans le district judiciaire où elles sont payables, soit devant la Cour de circuit, soit devant la Cour de magistrat, soit devant la Cour supérieure, selon le montant réclamé. Tribunal auquel ressortissent les poursuites.

3. Les frais ne sont pas adjugés contre le percepteur du revenu dans une action intentée par lui, en vertu de la présente loi, mais, sur la recommandation du tribunal, le trésorier de la province peut, à sa discrétion, payer à la corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou personne, en faveur de laquelle jugement a été rendu, les frais auxquels il juge qu'elle a équitablement droit. S. R. (1909), 1354; 10 Geo. V, c. 23, s. 7; 15 Geo. V, c. 10, s. 7. Frais du défendeur.

13. Les poursuites intentées en vertu de la présente loi devant la Cour supérieure, la Cour de magistrat ou la Cour de circuit sont assujetties aux règles et délais prescrits par le Code de procédure civile pour les matières sommaires autres que les poursuites entre locataires et locataires. S. R. (1909), 1355; 15 Geo. V, c. 10, s. 8. Dispositions applicables.

14. Les greffiers ou les secrétaires-trésoriers de chaque corporation municipale font, au trésorier de la province, un rapport, le ou avant le 1er juin de chaque année, indiquant les noms de toutes les corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, associations ou personnes de la nature de celles qui sont ci-dessus mentionnées, établies ou faisant affaires dans leurs municipalités respectives, spécifiant le nombre de bureaux, places d'affaires, manufactures ou ateliers de chaque telle corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou Rapports des greffiers et sec.-trés. municipaux au trésorier de la province.

Peines. personne; et, à défaut de ce faire, lesdits greffiers ou secrétaires-trésoriers sont respectivement passibles d'une amende de vingt-cinq dollars, et d'un emprisonnement de vingt-cinq jours, à défaut de paiement. S. R. (1909), 1356; 10 Geo. V, c. 23, s. 8.

Privilège
attaché à la
créance de la
couronne. **15.** Toute somme due à la couronne en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée prenant rang après les frais de justice. S. R. (1909), 1357.

Destination
des taxes. **16.** 1. Les taxes imposées par la présente loi forment partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Leur applica-
tion. 2. Une partie quelconque d'icelles peut être appliquée, de temps à autre, par le trésorier de la province, d'après les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues pour la mise en vigueur de la présente loi. S. R. (1909), 1358.

Pouvoir du
lt-gouv.
de faire des
règlements. **17.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, remplacer et abroger tous règlements qu'il croit nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la présente loi.

Entrée en vi-
gueur des ré-
glements. Ces règlements entrent en vigueur quinze jours après la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 1359.